



Hôtel de Ville
12, quai Jean Jaurès
29770 Audierne

0298700847

REPUBLICUE FRANCAISE
(Finistère)

Dossier n° PC 2905315-00031

Envoyé en préfecture le 12/12/2025

Reçu en préfecture le 12/12/2025

Publié le

ID : 029-200054724-20251210-U2025_387-AI

Déposé le :	22/10/2025
Complété le :	22/10/2025
Demandeur :	Cathy et Frédéric HAMPARIAN
Adresse du demandeur :	7 bis, Vieux Chemin de Fleury - 92140 Clamart
Pour :	Construction d'une maison d'habitation sur 3 niveaux dont 1 sous-sol
Adresse des travaux :	1 impasse de Sainte Edwett, Esquibien 29770 Audierne
Références cadastrales :	052AC79
Zonage PLU :	UB
Surfaces de plancher créée :	214 m²

Arrêté du maire n°U2025-387
Accordant un permis de construire
Au nom de la commune d'Audierne

Le maire d'AUDIERNE,

Vu la demande susmentionnée ;

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu le plan local d'urbanisme approuvé par délibération du conseil municipal de la commune nouvelle d'Audierne le 29 juin 2021 et modifié par délibérations du conseil municipal le 13 février 2024 et le 09 juillet 2025 ;

Vu l'avis d'ENEDIS du 31 octobre 2025 sur la base d'une puissance de raccordement de 12 kVA monophasé ;

Vu l'avis de VEOLIA du 27 octobre 2025 ;

Vu l'avis favorable du SPANC du 26 novembre 2025 ;

ARRÊTE

ARTICLE 1

Il n'est pas fait opposition au permis de construire sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées à l'article 2.

ARTICLE 2

Les eaux pluviales de toitures seront recueillies sur le terrain du pétitionnaire. Le pétitionnaire apposera une grille de récupération des eaux pluviales à l'entrée de sa propriété. L'habillage alu noir en façade Sud sera proscrit afin d'assurer une meilleure insertion visuelle. Il faudra privilégier un enduit de même teinte que les autres façades de la construction. Le bardage ardoises sur les façades sera proscrit pour les mêmes raisons. Les aires de stationnement ainsi que la voie d'accès seront réalisées dans des matériaux perméables aux eaux pluviales. Le tout fera l'objet d'un permis de construire modificatif.

Fait à Audierne
Le **10/12/2025**

Le maire,
Gurvan KERLOC'H

Pour le maire,
L'adjointe déléguée au développement urbain,
Véronique MADEC



La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

NB : La pose d'un panneau conforme aux normes est obligatoire dès la date à laquelle le permis ou la décision de non-opposition à la déclaration est déposée, pour toute la durée du chantier.

Envoyé en préfecture le 12/12/2025
Reçu en préfecture le 12/12/2025

Publié le 12/12/2025
ID : 029-200054724-20251210-U2025_387-A11

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de réception. À cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

Durée de validité du permis / de la déclaration préalable :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis / de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site Internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site Internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : Elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévu par la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 modifiée relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.